

M.....

Ecole

39

M. Blanquer,

Ministre de l'Education Nationale

s/c M. Tamene, IA DSDEN du Jura

Objet : Des nouvelles de la profession.

M. le Ministre,

En ce temps de mobilisation nous nous adressons au responsable de la politique éducative de notre pays.

Vous affirmez que le soutien aux réformes est majoritaire et que ceux qui s'y opposent « cultivent le conservatisme, l'immobilisme et les inégalités ». Ces affirmations sont la preuve de votre incapacité à écouter ce que vous disent les enseignants depuis deux ans.

En 2006, vous avez rejoint le cabinet du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, comme directeur adjoint, puis recteur de l'académie de Créteil (dont dépendait notre collègue Christine Renon) quand Xavier Darcos est devenu ministre. Cette académie a été un laboratoire où ont été expérimentées différentes mesures.

En 2009, en tant que directeur général de la DGESCO, vous avez élaboré et mis en oeuvre la politique relative aux écoles, aux collèges ainsi qu'aux lycées généraux et professionnels.

Vous êtes proche du « think tank Institut Montaigne » (qui a toujours défendu un courant libéral de l'enseignement).

Et vous êtes ministre de l'Éducation Nationale dans ce gouvernement depuis mai 2017. A ce titre, vous avez donc à assumer les responsabilités qui sont les vôtres, dans la dégradation du climat des établissements scolaires aujourd'hui et de l'état de l'École publique en général.

Notre quotidien n'est fait que de recherches éternelles de solutions pour le progrès de nos élèves, chaque jour est un recommencement afin de réduire les inégalités. Et pourtant ! Chaque enquête PISA souligne que l'école française est une machine à broyer. Nous serions les mauvais élèves de l'Europe. Nous serions fragiles en langue et nuls en mathématiques. Nous serions apparemment incapables d'aider nos élèves? Mais nous sommes aussi les plus mal payés, ceux qui travaillent le plus par semaine et les moins considérés.

Vous attendez de nous des miracles mais vous nous traitez comme des bénévoles.
Vous exigez des résultats mais sans aucun moyen alloué à nos missions.

Pour soigner notre école publique en souffrance nous avons, en tant que professionnels, construit collectivement un projet qui passe par :

- L'abandon de votre réforme du bac qui instaure des offres de formation et des diplômes à valeur inégale selon les établissements
- La baisse des effectifs dans toutes les classes
- Des moyens publics pour lutter contre la difficulté scolaire et sociale
- La diminution du temps de travail administratif au profit du cœur de notre métier : l'enseignement
- Favoriser et reconnaître les collectifs de travail
- Laisser vivre la liberté pédagogique
- Assurer une formation continue de qualité en adéquation avec les besoins directement formulés par les personnels
- Des RASED complets en nombre suffisant
- Des ouvertures de places dans les structures adaptées
- Une médecine du travail effective
- La fin des injonctions qui ne sont pas liées aux apprentissages et à la réussite de nos élèves
- Lutter contre la crise des recrutements
- Renforcer le statut de fonctionnaire de l'éducation nationale (seul garant du respect des valeurs d'égalité et d'indépendance au service de l'intérêt général) et l'étendre aux postes d'AESH
- Le dégel du point d'indice et une revalorisation indiciaire

Vous avez répondu jusqu'à présent par :

- Un livre orange
- Des évaluations imposées, au service de la mise en concurrence des élèves et des établissements
- Des menaces de sanctions aux enseignants qui opposent leur liberté pédagogique à ces injonctions
- La fermeture organisée des structures spécialisées

La mutualisation des AESH et la mise en place des PIAL

- La mort du paritarisme, la suppression des CAP
- La proposition de formation pendant les vacances scolaires
- La subvention des établissements privés
- Des enquêtes et des tableaux de bord multiples à remplir en un temps record
- La suppression et mutualisation de postes de RASED
- Des fusions d'écoles
- Des partenariats avec les entreprises comme seule solution pour financer la culture et le sport à l'école
- L'adaptation aux besoins du marché comme finalité de l'éducation
- La multiplication des emplois de contractuels
- Le maintien du gel du point d'indice
- La possibilité des ruptures conventionnelles
- Les fausses promesses salariales
- L'augmentation du plafond des primes aux recteurs(50000)
- La casse du statut de la fonction publique
- L'attaque de notre système de retraites.

Vous vous vantez de porter « le calme des vieilles troupes » face à nous, émeutiers. Pourtant, c'est nous qui sommes bien calmes face à la violence de votre mépris et à votre manque d'écoute. Vous multipliez les arrestations, convocations, suspensions de collègues impliqués dans le mouvement social.

Ainsi, nos vieilles troupes à nous, les vraies qui sont sur le terrain, nous les perdons sous le poids du métier.

Nous pensons à Christine Renon, à Jean Willot et à tous ceux qui nous ont quittés à cause de leur travail. Nous exerçons un métier qui pèse sur notre santé, sur notre moral, sur notre vie privée. Dès le début de notre carrière, notre motivation et notre engagement sont mis à rude épreuve. Les chiffres des démissions et ceux des inscrits aux concours soulignent cette tendance au désespoir et à l'abandon du plus beau métier du monde.

Aujourd'hui, nous faisons entendre notre colère et notre détresse, comme nos collègues des services publics de la santé, de la justice, de la protection de l'enfance, comme

tous ceux qui croient en notre modèle social attaqué de toutes parts.

C'est bien à vous que revient la responsabilité du manque que nous vivons au quotidien quand il nous faudrait plus : plus de personnes qualifiées, plus de temps, plus de moyens, pour donner à chaque citoyen l'accès à ses droits élémentaires : éducation, santé...

C'est bien à vous, à votre gouvernement que revient la responsabilité des burn out, de la révolte, des blocages...

Grâce à une mobilisation historique par sa force et sa durée, le soutien sans faille de l'opinion publique, l'avis du Conseil d'État : le projet de réforme des retraites n'a jamais été si fragile. Nous enseignants, futurs grands perdants de cette réforme sommes plus que jamais déterminés à lutter pour son retrait.

Soyez assuré que nous mettrons tout en œuvre pour le maintien d'un service public d'éducation de qualité pour tous sur tout le territoire.

Les 0,1% (soi-disant) d'enseignants opposés à votre politique éducative